

Message du président

Ils sont furieux et avec raison

Au cours de la dernière semaine, Air Canada a annulé des ententes à long terme conclues avec des fournisseurs de carburant aviation de Montréal et de Toronto. Nos membres ont raison d'être furieux et de se sentir trahis!

À la troisième année d'une entente de dix ans conclue avec CAFAS (Consolidated Aviation Fueling and Services) à Montréal, Air Canada y met un terme sans aucune discussion, aucune possibilité de conclure une entente de rechange et aucun avis préalable aux travailleurs touchés. Il en résulte la mise à pied de 90 % des effectifs représentés par l'AIM. Le nouveau fournisseur, Swissport, n'a aucune expérience en ravitaillement et offrira un salaire moyen de 8 \$ l'heure sans fonds de pension pour le même travail.

L'entente conclue par Air Canada avec CAFAS à Montréal ne valait donc pas le papier sur lequel elle avait été rédigée.

À Toronto, Consolidated Aviation a été assez naïve pour croire Air Canada sur parole. Air Canada a mené Consolidated Aviation à croire qu'elle représentait son unique fournisseur. Ces paroles se sont avérées creuses et doivent servir d'avertissement à quiconque fournit des produits ou services au transporteur aérien national du Canada.

Air Canada est responsable de plus de 60 pour cent du volume de carburant utilisé à l'aéroport international Pearson et le consortium de carburant fournit des services de première classe aux principaux transporteurs aériens du Canada depuis plus de 50 ans. Pourquoi donc modifier une recette gagnante?

Pour des raisons de cupidité! Dès qu'Air Canada a fait connaître ses intentions, d'autres utilisateurs des services du consortium de carburant ont suivi... D'abord West Jet et Air Transat, puis d'autres lignes aériennes peu après! Encore une fois, sans aucune discussion, sans aucune possibilité de conclure une entente de rechange et sans aucune compassion pour les travailleurs directement et durement touchés par la décision. Nombre des membres de l'AIM seront contraints d'accepter un nouvel emploi considérablement moins bien rémunéré et sans avantages sociaux ou fonds de pension, sans quoi, c'est le chômage qui les attend.

Avons-vous raison d'être furieux? Avez-vous raison de vous sentir trahis? Absolument!